



NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Distr. : GÉNÉRALE

E/ECA/CM.13/22

2 avril 1987

FRANÇAIS

Original : ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Huitième réunion du Comité technique
préparatoire plénier

Addis-Abeba (Ethiopie)

13 - 20 avril 1987

Point 8 de l'ordre du jour provisoire*

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Vingt-deuxième session de la Commission/
treizième réunion de la Conférence
des ministres

Addis-Abeba (Ethiopie)

23 - 27 avril 1987

Point 6 de l'ordre du jour provisoire**

**RAPPORT SUR LES PRÉPARATIFS DE LA DEUXIÈME CONFÉRENCE
GÉNÉRALE DE L'ONUDI**

* E/ECA/TPCW.8/1.

** E/ECA/CM.13/1.

I. INTRODUCTION

1. La prochaine deuxième Conférence générale de l'ONUDI a été l'un des principaux points de l'ordre du jour de la huitième Conférence des ministres africains de l'industrie organisée conjointement par la CEA, l'OUA et l'ONUDI et tenue à Bujumbura (Burundi) du 17 au 19 septembre 1986. La réunion a passé en revue les progrès réalisés dans l'industrialisation des pays africains, et a mis l'accent sur la mise en oeuvre du programme de la Décennie du développement industriel de l'Afrique, le rôle de l'industrie dans la réhabilitation et le développement de l'Afrique, et le rôle que l'ONUDI, en tant qu'institution spécialisée des Nations Unies, devrait jouer en Afrique, en particulier dans des domaines tels que la coopération technique, le développement de la main-d'oeuvre industrielle et des capacités technologiques, le système des consultations, et la promotion des investissements. Tout en exprimant leur satisfaction pour la conversion de l'ONUDI en institution spécialisée, les ministres ont prié instamment la nouvelle organisation d'accorder une attention particulière aux besoins des pays africains et spécialement à ceux des pays les moins avancés et de continuer à accorder la priorité à la Décennie du développement industriel de l'Afrique. La Conférence a ensuite souligné l'importance particulière qu'elle attache aux questions ci-dessus et recommandé que l'ordre du jour de la deuxième Conférence générale de l'ONUDI en tant qu'institution spécialisée inclue les points suivants :

- a) La Décennie du développement industriel de l'Afrique;
- b) La contribution de l'ONUDI à la restructuration et à la réhabilitation de l'industrie africaine, ainsi que la négociation de nouveaux projets industriels;
- c) Le développement des ressources humaines et des capacités technologiques pour le développement industriel;
- d) Le financement industriel;
- e) Le système de consultations;
- f) Les arrangements institutionnels.

2. Afin de s'assurer que les pays africains préparent convenablement la position africaine commune sur la deuxième Conférence générale de l'ONUDI, les ministres ont décidé qu'une session spéciale de la Conférence des ministres africains de l'industrie précédée d'une réunion d'experts gouvernementaux se tiendra cette année à une date ultérieure après consultation entre les trois secrétariats de la CEA, de l'OUA et de l'ONUDI et le Président de la Conférence des ministres. En outre les trois secrétariats devront préparer et présenter à une réunion préparatoire d'experts gouvernementaux des propositions sur la base de l'ordre du jour de la deuxième Conférence générale qui sera arrêté par le Conseil du développement industriel.

3. Sur la base des décisions susmentionnées de la huitième Conférence des ministres de l'industrie, les trois secrétariats se sont mis d'accord en désignant la CEA comme chef de file sur l'organisation de la session spéciale. Après des consultations avec le Président en exercice de la Conférence des ministres africains de l'industrie, il a été décidé que la session spéciale se tiendrait du 14 au 16 septembre 1987 et devrait être précédée par la réunion du Comité intergouvernemental plénier du 7 au 11 septembre 1987. Toutefois, les consultations sont en cours au sujet du lieu de la session spéciale qui pourrait se tenir à Addis-Abeba, siège de la CEA ou à Nairobi car le Kenya, à la huitième Conférence des ministres africains de l'industrie, avait indiqué qu'il pourrait accueillir la réunion.

4. L'objet de ce document est par conséquent de donner i) des informations sur les activités préparatoires en cours en Afrique sur la deuxième Conférence générale de l'ONUDI, et ii) un aperçu des problèmes liés aux points de l'ordre du jour proposés par la huitième Conférence des ministres africains de l'industrie et qui touchent les efforts de développement industriel des pays africains. La présente réunion pourrait, à la lumière des informations présentées ci-dessous, recommander à la Conférence des ministres africains de l'industrie, des questions spécifiques sur lesquelles l'on devrait mettre un accent particulier.

II. ACTIVITES PREPARATOIRES

1. Le Conseil du développement industriel de l'ONUDI

5. Comme mentionné ci-haut, le Conseil du développement industriel de l'ONUDI s'est réuni à Vienne, en Autriche, du 13 au 23 octobre 1986 afin de décider de l'ordre du jour de la deuxième Conférence générale. Toutefois, les différents groupes de pays ne sont pas tombés d'accord sur un ordre du jour et il a été décidé que la question serait examinée par la prochaine réunion du Conseil. Cette situation a entraîné des difficultés pour les secrétariats de la CEA, de l'OUA et de l'ONUDI quant à la mise en oeuvre des décisions de la huitième Conférence des ministres africains de l'industrie de préparer et de présenter à la session spéciale de la Conférence des ministres africains de l'industrie des propositions concernant la position commune africaine sur la base de l'ordre du jour de la deuxième Conférence générale à établir par le Conseil du développement industriel de l'ONUDI. Toutefois, comme il sera expliqué plus tard, une telle position commune est en cours de préparation sur la base des questions mises en relief par la huitième Conférence des ministres africains de l'industrie.

2. Comité mixte des secrétariats de la CEA, de l'OUA et de l'ONUDI sur la Décennie du développement industriel

6. La sixième réunion extraordinaire du Comité mixte des secrétariats de la CEA, de l'OUA et de l'ONUDI qui s'est tenue à la CEA à Addis-Abeba (Ethiopie) du 16 au 20 février 1987, a également examiné le processus de préparation de la deuxième Conférence générale de l'ONUDI. La réunion a particulièrement examiné les modalités de mise en oeuvre des décisions de la huitième Conférence des ministres africains de l'industrie en ce qui concerne la session spéciale.

7. La réunion a recommandé, qu'étant donné que l'ordre du jour de la deuxième Conférence n'a pas encore fait l'objet d'un accord, les trois secrétariats devraient poursuivre la préparation de la position commune africaine sur la base des points de l'ordre du jour proposés par la huitième Conférence des ministres africains de l'industrie. Le descriptif de document qui sera préparé sera adopté quand le Conseil du développement industriel de l'ONUDI aura fixé l'ordre du jour de la deuxième Conférence générale. La réunion a ensuite recommandé que le Groupe africain à Vienne poursuive les négociations avec les autres groupes régionaux pour s'assurer que les points ci-dessus sont inclus à l'ordre du jour de l'ONUDI II.

3. Le Comité directeur permanent de l'OUA

8. La septième réunion ordinaire du Comité directeur permanent de l'OUA qui s'est tenue à Addis-Abeba (Ethiopie) du 2 au 3 mars 1987 a également été saisie de la question de la deuxième Conférence générale de l'ONUDI. Sur la base des informations fournies par les trois secrétariats CEA, OUA et ONUDI, le Comité directeur permanent de l'OUA a examiné différentes questions liées à la préparation de l'ONUDI II.

9. Le Comité directeur permanent a fait siennes les recommandations du Comité mixte des secrétariats de la CEA, de l'OUA et de l'ONUDI sur la Décennie en ce qui concerne la préparation de la position commune africaine. Il a également demandé à tous les Etats membres du Conseil du développement industriel de l'ONUDI de participer effectivement aux négociations et consultations inter-groupes à Vienne afin de refléter les préoccupations de l'Afrique en ce qui concerne l'ordre du jour de l'ONUDI II. Le Comité directeur a également mis l'accent sur la nécessité d'un soutien logistique et technique par les secrétariats de la CEA, de l'OUA et de l'ONUDI à travers ces négociations.

III. PRINCIPALES QUESTIONS AYANT TRAIT AUX POINTS DE L'ORDRE DU JOUR PROPOSES PAR LA HUITIEME CONFERENCE DES MINISTRES AFRICAINS DE L'INDUSTRIE

10. La proposition de la huitième Conférence des ministres africains de l'industrie d'inclure des points spécifiques à l'ordre du jour de la deuxième Conférence générale de l'ONUDI avait pour but de s'assurer que les activités futures de l'Organisation sont orientées vers l'industrialisation de l'Afrique dans le cadre de la Décennie. Elle avait également pour but de sensibiliser la communauté internationale aux besoins de la région africaine tels que mentionnés dans le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990 et dans le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990. L'on a mis spécialement l'accent sur le rôle de l'industrie dans les deux programmes comme soutien au redressement et au développement du secteur agricole. Les points suivants portent sur les principales questions liées aux points proposés par la huitième Conférence des ministres africains de l'industrie.

1. Le programme pour la Décennie du développement industriel de l'Afrique

11. La huitième Conférence des ministres africains de l'industrie a demandé aux trois secrétariats de la CEA, de l'OUA et de l'ONUDI de préparer et de soumettre à la neuvième Conférence une évaluation à moyen terme de la Décennie.

Deux documents sur la Décennie ont été préparés et soumis à la huitième réunion du Comité technique préparatoire plénier à savoir, i) le sixième rapport commun CEA/OUA/ONUDI sur la mise en oeuvre de la Décennie, et ii) les problèmes et contraintes liés à la mise en oeuvre du programme de la Décennie du développement industriel de l'Afrique (E/ECA/CM.13/21). Les deux documents font mention du peu de progrès réalisé dans la mise en oeuvre de la Décennie. Parmi les raisons qui expliquent une telle situation, il y a indubitablement l'insuffisante attention qui est accordée au programme de la Décennie par la communauté internationale.

12. Les principales contraintes liées à la mise en oeuvre du programme de la Décennie ont surtout été l'insuffisance des ressources financières, l'insuffisance de la main-d'oeuvre qualifiée et la pénurie des capacités technologiques nécessaires. Lors de l'adoption du programme de la Décennie, la communauté internationale s'est engagée à fournir un complément aux efforts personnels des pays africains, particulièrement dans les domaines ci-dessus. Cinq ans après l'adoption du programme de la Décennie et en dépit d'énormes efforts réalisés par quelques Etats membres, l'Afrique dépend encore énormément des pays développés dans des domaines tels que les produits pétro-chimiques, les produits pharmaceutiques et les biens d'équipement. Il en résulte que le continent continue d'importer une grande partie de ses biens manufacturés augmentant ainsi le déficit déjà lourd du commerce et aggravant la dette extérieure de l'Afrique. La principale question à débattre à la prochaine Conférence générale de l'ONUDI concerne la conception des moyens pour renverser les tendances ci-dessus. A cet égard, la huitième Conférence des ministres africains de l'industrie a reconnu qu'une deuxième décennie devrait être proclamée avec les objectifs précis à atteindre et des engagements concrets de la part de la communauté internationale.

13. La communauté internationale devrait être priée d'adopter une attitude positive à l'égard de l'industrialisation de l'Afrique telle que contenue dans le Plan d'action de Lagos et le programme pour la Décennie. L'assistance technique pour la mise en valeur des ressources humaines et des capacités technologiques pour aider les pays africains ainsi que la création d'organisations intergouvernementales africaines sont les préalables à l'édification d'une base industrielle auto-entretenu en Afrique.

2. La contribution de l'ONUDI à la restructuration et à la réhabilitation de l'industrie africaine ainsi qu'à la négociation de nouveaux projets industriels

14. La crise économique liée à la sécheresse à laquelle les pays africains ont fait face au cours de la période 1984-1986 a eu aussi des conséquences désastreuses sur les industries africaines. Le manque de matières premières industrielles et de ressources en devises étrangères entraînant l'incapacité des pays africains d'importer les pièces de rechange nécessaires ou d'acquérir l'expertise étrangère nécessaire pour assurer l'entretien des équipements existants ont obligé la plupart des industries africaines existantes à fonctionner au bas niveau de leur capacité ou ont obligé la plupart d'entre elles à fermer.

15. Afin de réhabiliter les industries existantes, des mesures spécifiques ont été énoncées dans le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique et le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, notamment celles destinées à faire en sorte que

le secteur industriel joue un rôle de soutien à l'agriculture. Les actions nécessaires comprennent la modernisation des industries existantes liées à l'agriculture et la réhabilitation et le développement des industries basées sur l'utilisation des ressources locales directement liées à l'agriculture telles que celles produisant les engrais et pesticides, les produits dérivés du métal, les équipements pour l'irrigation, les outils et instruments aratoires ainsi que les pièces de rechange et éléments y relatifs. Afin de réaliser les objectifs ci-dessus, des mécanismes appropriés pour la promotion effective des investissements industriels devraient être conçus ainsi que des mesures pour renforcer la capacité de l'Afrique dans les domaines de la préparation, de la gestion et du suivi des projets.

16. La prochaine deuxième Conférence générale de l'ONUDI fournit l'occasion de s'assurer que la composante industrielle du Programme d'action des Nations Unies est entièrement prise en compte dans le programme et les activités de l'ONUDI. Des ressources adéquates devraient également être fournies à l'Organisation en vue de la réalisation d'activités spécifiques liées au Programme d'action des Nations Unies dans le domaine de l'industrie.

3. Développement des ressources humaines et capacités technologiques pour le développement industriel

17. L'insuffisance de la main-d'oeuvre qualifiée et des connaissances ainsi que des capacités technologiques figure parmi les principales contraintes aux efforts d'industrialisation de l'Afrique. Bien que le continent soit doté de ressources naturelles abondantes et diversifiées, la main-d'oeuvre qualifiée et les capacités ainsi que les expériences pratiques manquent dans beaucoup de pays africains.

18. La situation ci-dessus a conduit à une dépendance lourde et continue à l'égard de la technologie et des services techniques importés, du personnel techniquement mal formé et incapable de faire fonctionner efficacement les usines. En plus de l'assistance fournie directement et individuellement aux pays africains, l'on doit prier instamment la communauté internationale de soutenir techniquement et financièrement les institutions régionales telles que le Centre régional africain de technologie (CRAT) et le Centre régional africain de conception et de fabrication techniques. Les pays africains pourraient en retour bénéficier du renforcement de telles institutions spécialement dans les domaines du développement technologique, de l'adaptation technologique, de la conception et de la fabrication de biens d'équipement nécessaires. En conséquence, la deuxième Conférence générale de l'ONUDI fournit l'occasion de concevoir un programme concret d'action pour le développement et le renforcement des capacités technologiques et manufacturières de l'Afrique. Un tel programme d'action ne doit pas seulement comprendre le transfert et l'adaptation des technologies existantes mais aussi le développement des technologies appropriées, adaptées aux conditions de l'Afrique et l'acquisition de nouvelles technologies.

19. Une attention particulière devrait être accordée aux possibilités offertes dans le cadre de la coopération entre pays en développement. En effet, les pays africains devraient bénéficier des expériences de l'Asie et de l'Amérique latine

dans leur actuel processus d'industrialisation à cause des similitudes historiques et géographiques. La région africaine devrait, dans le cadre de la position commune du Groupe des 77 pour l'ONUDI II, s'efforcer de concevoir un cadre spécifique et concret pour la coopération avec les autres régions en développement.

4. Financement industriel

20. Des ressources financières adéquates sont d'une grande importance pour la mise en oeuvre des programmes et projets industriels de l'Afrique. Malheureusement la crise profonde que l'Afrique traverse depuis le lancement du Plan d'action de Lagos en 1980 a rendu difficile la mobilisation des ressources requises pour la réalisation de projets nationaux ainsi que des projets multinationaux intégrés de base qui ont fait l'objet d'un accord dans le cadre du programme de la Décennie. De plus, les ressources locales disponibles ont été avant tout utilisées pour la réhabilitation et le développement des secteurs prioritaires de l'alimentation et de l'agriculture. En conséquence, l'industrialisation de l'Afrique dépend des modalités et conditions pour obtenir des ressources financières adéquates des sources bilatérales et multilatérales.

21. Compte tenu de la situation ci-dessus, l'Afrique doit s'assurer qu'une attention particulière est accordée par la deuxième Conférence générale de l'ONUDI aux moyens à assurer un financement extérieur du secteur industriel à des conditions acceptables. A cet égard, des propositions concrètes devraient être formulées spécialement par la session spéciale de la Conférence des ministres africains de l'industrie. Plus particulièrement, compte tenu des difficultés à rendre opérationnel le Fonds africain pour le développement industriel (FADI) causées par un manque de fonds initiaux, la communauté internationale devrait concrétiser sa solidarité en faisant des contributions volontaires au Fonds. L'on doit rappeler que le FADI a été créé pour des études de préféabilité et de faisabilité et devrait être géré par la Banque africaine de développement.

5. Le système de consultations

22. Le système de consultations de l'ONUDI s'est avéré un forum intéressant car il constitue un cadre permettant aux pays développés et en développement de discuter des modalités de restructuration industrielle, des joint ventures et des accords de partage de produits dans différents sous-secteurs. Les pays africains devraient s'assurer que le système de consultations est renforcé et élargi afin d'y inclure les réunions des consultations régionales liées particulièrement aux industries des biens d'équipement et au financement industriel.

23. En ce qui la concerne, la communauté des donateurs devrait également fournir des ressources adéquates permettant l'organisation des réunions de consultation y compris celles qui sont nécessaires pour les réunions régionales et sous-régionales. A cet égard, la prochaine Conférence générale de l'ONUDI fournira l'occasion de concevoir un cadre pour le renforcement de l'actuel système de consultations.

6. Arrangements institutionnels

24. La nouvelle structure de l'ONUDI après sa transformation en institution spécialisée devrait refléter les intérêts de l'Afrique et les problèmes liés à son industrialisation. En conséquence, la représentation de l'Afrique au sein du secrétariat de l'ONUDI devrait être reflétée dans le processus de prise de décision de l'Organisation. Le Groupe africain devrait s'assurer qu'une telle demande qui revêt une grande importance est prise en compte à la deuxième Conférence générale de l'ONUDI. Egalement, la question concernant la répartition inévitable des conseillers industriels principaux hors siège devrait être telle que l'Afrique puisse recevoir une assistance et des conseils spéciaux sur toutes les questions traitant de l'industrialisation. A cet égard, il est nécessaire que le nombre de conseillers industriels principaux hors siège soit augmenté en Afrique.

25. Une autre question y relative concerne la création de bureaux régionaux par la nouvelle ONUDI permettant d'aider à pallier les déficits structurels actuels et les goulots d'étranglement dans les canaux de communication existants et de surveiller la totalité du travail de l'ONUDI dans la région comme c'est le cas de quelques institutions spécialisées des Nations Unies. Egalement, la nécessité de renforcer la coopération entre les secrétariats des commissions régionales et l'ONUDI est un autre sujet qui mérite l'attention. En plus de l'harmonisation de leurs programmes respectifs afin d'éviter la multiplicité et d'assurer la complémentarité, il est nécessaire de définir clairement les responsabilités respectives de l'ONUDI et des commissions régionales dans les régions en développement. A cet égard, les commissions régionales qui surveillent le processus total du développement des régions y compris en particulier leur nature multidimensionnelle et multisectorielle, devraient avoir la responsabilité de la politique, de la planification et de la création des institutions ainsi que de la promotion industrielle aux niveaux multinational, sous-régional et régional.